La petite propriété fait le communisme (Limousin, Dordogne)

Laird Boswell

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8088>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8088

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 73-82

Référence électronique

Laird Boswell, « La petite propriété fait le communisme (Limousin, Dordogne) », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8088> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8088

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0073

La petite propriété fait le communisme (Limousin, Dordogne)

par Laird BOSWELL

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 73 à 82

Pour citer cet article :

—Boswell L., La petite propriété fait le communisme (Limousin, Dordogne), *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 73-82.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA PETITE PROPRIÉTÉ FAIT LE COMMUNISME (LIMOUSIN, DORDOGNE)

Laird Boswell

CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES, la diversité anthropologique de l'enracinement du communisme français a fait l'objet de nombreux travaux qui soulignaient que le parti communiste français était plus que le « parti de la classe ouvrière », à savoir une formation politique riche d'une assise sociale plus complexe. Aussi les chercheurs se sont-ils également lancés dans l'étude d'une implantation rurale considérée encore comme relativement marginale même si pour certains spécialistes il devient évident que cet enracinement éclaire de façon originale le parcours du communisme français. L'étude du communisme agraire est souvent le fait d'historiens, de politologues ou de sociologues dont l'intérêt porte avant tout sur le mouvement. Rares sont les ruralistes amenés à l'observer sous l'angle de l'histoire politique des campagnes ou de la métamorphose socioéconomique du monde rural au XX^e siècle ; l'école française reste, elle, trop cantonnée au siècle précédent. Au-delà des explications propres au domaine des sciences humaines on peut s'interroger sur l'oubli dans lequel est plongé le communisme agraire, notamment dans les régions du Limousin et de la Dordogne.

L'école française de géographie électorale affirmait que la présence communiste dans les milieux ruraux était le résultat d'un vote de tradition. Le parti communiste ne faisait que récolter les fruits d'un « républicanisme rouge » et d'un vote « toujours plus à gauche » dont l'origine remontait à 1849. S'étant penché sur les scrutins électoraux, François Goguel [1981-1983] estimait que le communisme dans les départements ruraux, telle la Corrèze, succédait à *La Montagne* de Ledru Rollin, au radicalisme de la fin du XIX^e et au socialisme du siècle naissant¹. Le PCF était avant tout un parti « héritier ». Selon lui, cette explication toute faite, reprise aussi par un grand nombre d'historiens et de politologues au fil des ans, dispensait les chercheurs d'élaborer des analyses sociales et politiques du communisme rural. En milieu rural le vote communiste était l'aboutissement d'une vieille tradition de gauche alors qu'en milieu urbain il était dû à des facteurs sociaux et politiques. Au fond, cette vision convenait bien aux historiens du communisme, trop occupés à analyser la relation que le PCF entretenait avec sa « véritable » base sociale : la classe ouvrière. La tradition électorale fournissait une réponse toute simple au paradoxe que révélait un parti ouvrier doté de bastions solides dans certaines campagnes. Le discours du PCF, qui s'identifiait comme parti de la classe ouvrière, aura une grande influence sur toute une génération de chercheurs. Il existait donc une similitude entre la vision que le PCF avait du parti

1. Voir F. Goguel [1981 : 84], D. Halévy [1978 : 182] et E. Labrousse [1946a et b]. Le communisme rural, comme tradition électorale, a été étudié par de très nombreux observateurs. Voir L. Boswell [1998 : 55, note 17]. Pour un exemple récent, voir J. Vigreux [1998].

et celle qu'en avaient les chercheurs. D'où le désintérêt pour l'implantation communiste dans les campagnes, et une certaine tendance, parmi ceux qui étaient à l'affût d'une explication plus sociale, à attribuer le succès du communisme à des « ouvriers ruraux » ou à des migrants qui rapportaient des centres urbains leur expérience du monde ouvrier et une compréhension plus « moderne » de la politique.

Cette contribution vise donc, on l'aura compris, à réexaminer, en étudiant les cas singuliers du Limousin et de la Dordogne, ce qui lie communisme et milieu rural.

Une implantation précoce et inégale

Entre sa naissance en 1920 et son déclin à la fin du XX^e siècle, le parti communiste français s'implante en Limousin et en Dordogne d'une façon remarquable d'un point de vue tant électoral que militant. Les cartes électorales de la France du XX^e siècle montrent clairement que cette région (à laquelle on peut ajouter le Lot-et-Garonne) constitue l'un des trois pôles géographiques de la présence communiste dans le monde rural français, les deux autres étant constitués par les régions du Centre (Allier, Cher, Nièvre) et du pourtour méditerranéen (Drôme, Gard, Var, Pyrénées-Orientales, Vaucluse)². Peu présent dans les villes moyennes et industrielles (à l'exception de Périgueux, Bergerac et surtout Saint-Junien), le communisme s'établit principalement dans les campagnes limousines et périgourdines et trouve ses plus fidèles soutiens chez les paysans propriétaires ainsi que chez les artisans et petits commerçants ruraux. En Limousin et en Dordogne, le communisme rural est un phénomène nouveau qui s'inscrit dans la longue durée du XX^e siècle.

C'est aussi un phénomène endogène et relativement autonome.

L'enracinement rural du PCF en Limousin et en Dordogne est précoce et inégal. Précoce car, dès 1924, ce jeune parti, qui n'a qu'une emprise marginale sur la vie politique française, s'implante en Corrèze de façon très marquée avec 20,6 % des suffrages exprimés lors des élections législatives – un score qu'il maintiendra, hormis l'année 1932, pendant tout l'entre-deux-guerres. Inégal, car en Haute-Vienne, bastion du socialisme, les résultats du PCF sont en dents de scie, avec des pics plus qu'honorables en 1928 et 1936. Dans ce département, l'influence du communisme ne touche qu'un nombre restreint de communes rurales. En Dordogne, il faudra attendre le Front populaire pour que le PCF double son score et s'implante durablement dans les campagnes (22 % des suffrages exprimés en 1936). Enfin, en Creuse, le mouvement communiste agraire ne se développe qu'après la Libération.

Les départements du Limousin illustrent donc la chronologie de la montée du communisme dans le monde rural et prouvent que celui-ci n'est pas le produit de la Résistance ; au contraire, c'est à la présence d'un appareil communiste dans les campagnes et surtout à celle de réseaux de sociabilité et d'entraide entre militants que l'on doit l'essor des réseaux de résistants. Après la Libération, le parti communiste se ruralise et accroît son influence en Limousin : en 1951 la Corrèze avec 40,4 % des voix, la Creuse avec 39,9 % et la Haute-Vienne avec 39,1 % sont les départements dont les scores sont les

2. Pour des cartes électorales, voir L. Boswell [1998] et C. Leleu [1971].

plus élevés³. Et en 1967, 1978 et 1986 c'est le Limousin qui apporte au parti son soutien le plus massif.

Mais l'implantation du communisme y est inégale. Dans l'entre-deux-guerres, la montagne limousine (plateau de Millevaches), aux confins de la Haute-Corrèze, de la Creuse et du sud-est de la Haute-Vienne, est le bastion du parti. La France connaît peu de régions dont les villages demeurent de façon aussi unanime et fidèle au PCF ; les cantons de Bugeat (61,4 % des suffrages en 1936), Sornac, Treignac (Corrèze) et Eymoutiers (Haute-Vienne) figurent parmi les plus rouges de France, et on y trouve des villages comme Tarnac (Corrèze) où plus de 75 % des électeurs manifestent leur soutien au jeune parti communiste.

Sur ce vaste plateau couvert de lande, la petite paysannerie exploite avec peine des terrains pauvres, très peu propices à une agriculture commerciale. Dès le XIX^e siècle, les habitants migrent temporairement vers Paris, déplacements qui, petit à petit, deviendront définitifs au début du XX^e siècle. Les zones de force du parti communiste sont toutefois loin de ne concerner que les régions pauvres, voire migrantes. Le plateau de Millevaches, les monts d'Ambazac (Haute-Vienne), le plateau du sud-est corrézien (site d'une migration rurale vers le Cantal) et le Nontronnais (Dordogne) contrastent, en effet, avec des régions plus prospères, mieux intégrées à l'économie de marché et qui ne connaissent pas de migrations temporaires : les collines ondulantes du nord de Tulle, le Bergeracois, le Sarladais, et la frange sud de la Dordogne. Le communisme s'implante donc dans des régions agricoles variées d'un point de vue géographique et économique.

Ruralité, autonomie relative et développement endogène méritent une exploration plus poussée. En quoi le parti est-il rural ? Son idéologie est-elle la transplantation d'un certain ouvriérisme ou est-elle adaptée aux circonstances ? Quels sont les vecteurs clés de l'implantation communiste ?

Un parti masculin, paysan et rural

La ruralité du communisme en Limousin et en Dordogne présente de nombreuses facettes, à commencer par un militantisme rural et un vote rural. Les adhérents (ils sont 2 000 en Corrèze en 1921, 10 000 en Limousin et en Périgord en 1937) sont principalement issus du monde paysan ; dans les campagnes ce militantisme distingue profondément le parti communiste des autres partis politiques qui, eux, soit n'ont pas l'âme militante soit ont beaucoup de mal à recruter des membres.

Dès le début des années vingt, le préfet de la Corrèze parle de parti communiste « paysan » et de « communisme agraire » alors que le PCF, surtout pendant la période « classe contre classe », cherche à tout prix à minimiser le nombre de ses militants paysans⁴. Sur les 1 420 militants corréziens actifs pendant l'entre-deux-guerres dont nous avons pu, grâce aux listes électorales, identifier les professions, 57 % sont des paysans ; les artisans (16 %) et les petits commerçants (6,5 %), dont la très grande majorité

3. Sur la ruralisation du parti communiste après la Libération, voir P. Button [1993].

4. Pour les rapports des préfets, voir Archives départementales de la Corrèze 7M22, 4M282 et 1M69, et pour le PCF, voir Archives nationales F⁷ 13118 : « Parti communiste français : région limousine. Rapport moral, 1929 ».

exercent dans les campagnes, constituent les deux autres groupes sociaux les plus importants [Boswell 1998]⁵. En Corrèze, le parti communiste compte très peu d'ouvriers (4,4 %) et d'employés (2,5 %) et moins encore de femmes : c'est avant tout un parti masculin, paysan et rural.

Après la Libération, avec l'émigration des artisans et des petits commerçants ruraux, la composante paysanne du parti augmente considérablement : en 1947, 70 % des 14 188 militants communistes périgourdiens font partie de la paysannerie⁶. Et là encore l'encadrement des militants est essentiellement le fait de paysans : si les artisans (29,2 %) et petits commerçants ruraux (12,4 %) sont surreprésentés en tant que secrétaires de cellules, c'est parce que, établis dans le village, les sabotiers, charrons, menuisiers et autres cafetiers ont des contacts plus étendus avec la population et davantage le temps d'organiser des réunions⁷. Les militants de base ne font que très rarement appel aux ouvriers ou aux employés pour diriger les cellules.

Une étude du vote communiste en Corrèze atteste également son caractère profondément rural. Pour le mouvement communiste rural les élections sont plus importantes que pour son homologue urbain. L'élection, qu'elle soit municipale ou législative, est un moment clé de l'activisme communiste et c'est le vote qui plus que le militantisme permet d'instituer le communisme au niveau local et lui donne sa tonalité si singulière. Les campagnes électorales permettent au parti de mobiliser adhérents et sympathisants, diffuser ses mots d'ordre, se montrer sur les foires et les marchés, porter la contradiction aux candidats radicaux, socialistes et conservateurs, et de recruter nouveaux

militants et nouveaux votants. Le parti communiste s'efforce de présenter des candidats à toutes les élections et, en Dordogne et en Haute-Vienne, le choix des candidats fait souvent l'objet d'une âpre lutte entre les ouvriéristes et les militants proches de la paysannerie. Trop longtemps les historiens se sont focalisés sur le fait que le PCF était un parti « pas comme les autres » et qu'il fallait l'étudier autrement. Par sa structure, son militantisme, son idéologie et son objectif final, à savoir la révolution sociale, il différait profondément des autres partis. Cependant, à force de penser son altérité, les observateurs ont fini par ignorer ses similitudes avec les autres partis et négliger une approche électorale grâce à laquelle il auraient d'une part pu sonder sa force et d'autre part le comparer à d'autres formations politiques.

Électorat et vote communiste

L'électorat communiste en Limousin et en Dordogne ne correspond pas à la sociologie du militantisme et ne correspond pas non plus au vote unanimement paysan qu'imaginaient les préfets et les cadres locaux du parti. Utilisant la méthode de la « régression écologique », une étude statistique de l'élection législative corrézienne de 1928 prouve que le vote communiste,

5. L'état de nos sources (notamment des listes électorales) ne permet pas de distinguer métayers, ouvriers agricoles et petits propriétaires.

6. Parti communiste français, fédération de la Dordogne. Conférence fédérale des 7-8 juin 1947 : rapport politique présenté par L. Dutard (sl, nd).

7. Les paysans représentent près de 40 % des secrétaires de cellules.

plus équilibré socialement que celui des autres partis, est rural et hétérogène⁸.

L'électorat communiste se compose pour un tiers de petits paysans propriétaires, pour un autre tiers de fermiers et de quelques ouvriers agricoles, donc principalement d'hommes qui travaillent la terre ; à cela s'ajoutent un contingent significatif d'artisans et de petits commerçants – un groupe social qui soutient le PCF plus que tout autre parti politique – ainsi qu'un petit groupe d'électeurs migrants. Contrairement à ce que soutenait Philippe Gratton [1972], le parti recueille très peu de suffrages parmi les ouvriers et les employés, ruraux ou urbains, qui, eux, se tournent en majorité vers le radicalisme. Plus surprenant, le PCF trouve peu d'écho chez les métayers, dont les voix vont soit aux radicaux soit aux partis de droite.

Comment expliquer cette composition sociale de l'électorat ? Les électeurs communistes sont étroitement liés au monde agricole, donc particulièrement sensibles à ses crises et à ses fluctuations. À la campagne, les artisans et petits commerçants, qui souvent cultivent un petit lopin de terre, sont touchés de plein fouet par l'émigration de la petite paysannerie en ce qu'elle réduit leur clientèle, et ils sont aussi atteints par la crise agricole (1933-1936) en ce qu'elle affecte très clairement le pouvoir d'achat des paysans. Les fermiers, proches de la petite paysannerie propriétaire parce qu'ils ont en commun des intérêts et une activité économique, se reconnaissent aisément dans un programme agricole qui promet à chacun de devenir propriétaire. Tel n'est pas le cas des métayers, moins aptes à adhérer à un programme axé sur la défense de la petite propriété

et qui, dans sa traduction locale, s'investit peu dans les problèmes de métayage.

Le parti communiste est donc tiraillé entre les intérêts contradictoires d'une population agricole diversifiée ; une attention trop importante portée aux problèmes des métayers (qui, en 1929, rappelons-le, ne sont en Corrèze que 7,5 % de ceux qui travaillent la terre) risquerait d'aliéner le soutien qu'il a acquis parmi les petits propriétaires.

Quels facteurs expliquent le vote communiste ? En Limousin, celui-ci n'est lié ni au dépeuplement des campagnes ni à la nature de l'habitat ou aux structures familiales. Seules la religion et la propriété sont fortement corrélées au vote communiste⁹. Plus l'hostilité au catholicisme – dont le pourcentage des enterrements civils donne la mesure – est élevée, plus le soutien au parti communiste s'accroît. Et plus le détachement de la pratique religieuse – attesté par le délai médian qui sépare la naissance du baptême – est marqué, surtout en Corrèze, plus le vote communiste augmente. Les communistes trouvent un électorat réceptif dans les communes qui s'éloignent du monde religieux car

8. La régression écologique permet d'« estimer » le comportement électoral individuel à partir de données électorales globales. Cette méthode a été notamment utilisée par les chercheurs pour établir la base sociale de l'électorat du parti national-socialiste en Allemagne. Voir J. Falter [1991]. Pour une explication méthodologique, voir J.M. Kousser [1973 et 2001]. Pour les résultats détaillés de l'analyse électorale ainsi qu'une présentation de l'étude statistique, voir L. Boswell [1993 et 1998 : 83-89].

9. Voir L. Boswell [1998 : 89-109]. Sur le détachement religieux du Limousin, voir les travaux pionniers de L. Pérouas [1985].

leur programme prend une vraie résonance là où l'Église catholique est faible voire inexistante. Dans les villages sécularisés l'implantation radicale n'était pas notable car les radicaux avaient besoin de l'Église pour faire valoir et populariser leur programme anticlérical. De là à dire que le communisme constitue une forme de religion séculaire qui bénéficie dans les campagnes d'un transfert de foi il n'y a qu'un pas, qu'on hésite cependant à franchir [Courtois 1994 ; Lazar 2002 ; Le Coadic 1991 : 56-60]. Le communisme en Limousin et en Dordogne s'enracine volontiers dans des communes où l'Église est depuis longtemps absente et le besoin religieux difficile à cerner. Et les scores électoraux communistes sont plus élevés dans les régions de moyenne et de grande – ce qualificatif étant tout relatif en Limousin – propriété où l'exploitation du sol est plus intense et où la production paysanne (veaux de lait, porcs, moutons) dépend beaucoup du marché et de ses fluctuations.

Enfin, le vote communiste limousin ne résulte pas d'une ancienne tradition de gauche : les corrélations sont en général très faibles entre le vote pour les démocrates socialistes en 1849 et le vote pour le parti communiste dans les années vingt et trente ; si héritage il y a, il se situe entre la gauche et le vote montagnard. Le lien géographique qui unit le radicalisme fin de siècle au mouvement communiste est moins visible encore. Seule est nette la filiation avec le vote SFIO en 1910, 1914 et 1919 : le parti communiste héritera et agrandira donc une bonne partie de la base territoriale de l'ancien parti socialiste [Boswell 1998 : 54-60]. Le communisme rural est un phénomène social et politique novateur qui, au sortir de la guerre,

sera accueilli avec tout l'espoir d'une société rurale lourdement touchée par « l'impôt du sang », désorientée par la perte de crédibilité des anciens notables, les radicaux surtout, et fascinée par le mirage de la révolution russe. La Grande Guerre, bien plus que le congrès de Tours (1920), est l'élément fondateur d'un parti qui fera de la lutte contre la guerre l'une de ses revendications clés dans les campagnes.

Une logique qui s'adapte

Quels autres vecteurs expliquent l'enracinement communiste dans les campagnes limousines et périgourdines ? Le parti bénéficie tout d'abord d'un programme rural remarquablement bien adapté qui promet « la terre à celui qui la travaille » tout en martelant que « la terre n'est que l'outil de travail du paysan »¹⁰.

Aux petits paysans qui, le plus souvent, vivent sur une parcelle de terre et souffrent de la crise agricole des années trente le parti laisse entrevoir une extension de leur propriété aux dépens des « grands propriétaires », d'ailleurs peu présents en Limousin et en Périgord. Aux fermiers, métayers et ouvriers agricoles le parti communiste promet la terre. François Aussoleil, premier député communiste de la Corrèze, déclarait en 1922 que « la petite propriété n'est qu'une apparence. Le communisme seul est en mesure d'en faire une réalité »¹¹. La formule, certes quelque peu ambiguë, souligne à quel

10. Sur le programme agricole du PCF, voir « Thèse sur la question agraire du parti communiste français », in *Le parti communiste et la question paysanne*, Paris, 1947. Voir aussi R. Jean [1922], G. Belloin [1993] et L. Boswell [1998].

11. « La petite propriété », *Le Prolétaire du Centre et Le Travailleur de la Corrèze*, 1^{er} janvier 1922.

point la petite propriété est au cœur du dispositif communiste. Et, à tous, le parti propose une plate-forme agricole défensive dont le but est de protéger les paysans des vicissitudes du marché et de l'exploitation sans vergogne qu'exercent sur eux les intermédiaires.

À ce programme à court et à long terme il faut ajouter l'utopie que véhicule la révolution russe qui, dans l'imaginaire des paysans, a « donné la terre aux paysans ». De la collectivisation on prétend qu'elle est avant tout l'affaire des Russes et lorsque les militants l'évoquent, c'est pour étouffer les rumeurs largement répandues par leurs adversaires politiques, qui assimilent les communistes aux « partageux ». Les militants ruraux, eux, clament haut et fort que la collectivisation ne sera jamais appliquée en France.

Ce programme rural, qui correspond dans l'ensemble au programme agraire du parti communiste, est diffusé avec beaucoup de doigté à la fois par des militants de base qui parlent la langue des paysans et prennent ici et là quelques libertés avec le contenu de la plate-forme, et par les dirigeants départementaux.

Marius Vazeilles, l'infatigable pépiniériste barbu du plateau de Millevaches, communiste de la première heure, élu député de la Haute-Corrèze et qui remplacera le radical Henri Queuille en 1936, en est le meilleur exemple. Vazeilles est, avec Renaud Jean, un des deux experts du parti en matière d'agriculture, un homme de terrain. Fin connaisseur des problèmes agricoles et forestiers, peu dogmatique, chaleureux, respecté par ses amis et par ses ennemis politiques, Vazeilles est un vulgarisateur de premier ordre.

Les autres grands dirigeants du communisme

limousin et périgourdin sont également proches des milieux ruraux. Jules Fraisseix, élu en 1928 député d'une circonscription agricole en Haute-Vienne, est médecin à Eymoutiers et pour son art il arpente les campagnes. Le corrézien Clément Chausson, propriétaire d'une scierie à Égletons, achète et vend du bois dans les campagnes environnantes. Antoine Bourdarias, qui deviendra éditeur en chef du *Travailleur de la Corrèze* et permanent du PCF à la fin des années trente, s'assure des contacts – et une carrière – politiques en ramassant chiffons et peaux de lapins dans les campagnes du nord de Tulle.

Les exemples ne manquent pas, qui confirment combien l'encadrement est assuré par des hommes proches du monde rural. Les rares militants porteurs d'un discours ouvrieriste se trouvent en général cantonnés à Périgueux ou à Limoges, et ils ne sortent que rarement victorieux des conflits, souvent très durs, qui les opposent aux militants ruraux. En Limousin et en Périgord, les communistes disposent d'une réelle autonomie vis-à-vis du Centre : les cadres locaux tiennent bien sûr compte des mots d'ordre, mais ils en réinterprètent les directives. Le communisme rural a dès lors tous les traits d'un phénomène endogène : il n'est pas importé par des ouvriers parachutés de Paris ou d'autres grandes villes ; et il n'est pas non plus transféré à partir des centres urbains par des migrants temporaires, dont le nombre est d'ailleurs en chute libre. C'est un mouvement qui s'élabore par le bas et qui s'adapte à une idéologie et une structure venant du Centre.

Les adhérents et les militants reprennent avec plaisir, tout en lui donnant une tournure particulière, le vocabulaire ancien de la lutte des petits contre les gros. C'est le monde extérieur, figuré,

des gros bourgeois, des gros intermédiaires et des gros bonnets qui menace une petite paysannerie pour laquelle le communisme est synonyme de « la fin des gros ». Les communistes ne font que reprendre le regard souvent binaire d'un monde paysan qui met face à face pauvres et riches, exploités et exploités, petits et gros. Cette hostilité au monde des « gros » traduit aussi l'anxiété profonde que suscite l'économie de marché, le capitalisme.

Quant au syndicalisme agricole d'obédience communiste, il constitue un vecteur secondaire de l'influence du PCF en milieu paysan. En août 1920 Marius Vazeilles crée le Syndicat des travailleurs de la terre de la Corrèze dont le but est de simultanément défendre les intérêts de la paysannerie et promouvoir un syndicalisme agricole de gauche. En 1924 cette formation deviendra le Syndicat des paysans-travailleurs qui adhérera d'abord au Conseil paysan français et, en 1929, à son successeur : la Confédération générale des paysans-travailleurs. Implanté en Corrèze plus solidement encore que dans le reste de la France (3 000 adhérents en 1925) ce syndicat n'arrivera jamais, malgré des efforts persistants, à ébranler l'hégémonie de la Fédération Faure (le syndicat agricole corrézien d'obédience radicale), mieux organisée et plus à même de fournir aux paysans outils, engrais et conseils. Il n'arrivera pas non plus à forger une nouvelle forme de syndicalisme agricole de gauche, malgré quelques succès remarquables lors de la crise agraire des années trente¹². Philippe Gratton concluait son étude en fondant sur ce syndicalisme agricole « de classe » l'enracinement électoral du PCF dans les campagnes. Selon lui, le communisme s'installait durablement là où les syndicats de paysans-travailleurs

en avaient semé les germes. Ce qui reprend l'idée du PCF qui soutenait que l'organisation syndicale était indispensable pour atteindre la classe ouvrière. Il n'en demeure pas moins que c'est à la bonne implantation du parti communiste en zone rurale que l'on doit la présence des syndicats de paysans-travailleurs.

Reste un élément, et non des moindres, qui a joué un rôle dans la construction du communisme : la sociabilité. La capacité à reconstruire et à réinventer des réseaux de sociabilité et de culture villageoises là où ils avaient déperé est au cœur de l'enracinement du communisme rural dans la durée. Les réunions de cellule sont l'occasion non seulement de parler politique mais aussi de boire un verre, jouer aux cartes, échanger des nouvelles. Les militants se chargent aussi de tous les bals – rouges, populaires et de conscrits – où l'on danse la bourrée ; ils organisent aussi les Noël rouges et les séances de cinéma. Organisant fêtes prolétariennes et fêtes touristiques, les communistes cherchent à revivifier folklore et traditions régionales, ils chantent la langue d'oc et le patois limousin.

Mais la sociabilité villageoise limousine est faible, minée à la fois par les migrations, temporaires ou permanentes, et par les pertes humaines de la Grande Guerre. La veillée est en déclin, les foires sont moins importantes et, dans de très vastes zones détachées de la pratique du catholicisme, la sociabilité religieuse a disparu. Les militants communistes savent combler ce vide et ils créent un nouvel élément qui sait cimenter ces communautés rurales délaissées.

L'étude du communisme rural en Limousin et en Dordogne nous mène à repenser l'histoire

12. Voir L. Boswell [1998, chap. 7] et P. Gratton [1972].

du communisme français tout comme elle affine notre compréhension des comportements politiques, sociaux et culturels des campagnes au XX^e siècle. En milieu rural, loin d'un monde ouvrier et urbain trop souvent privilégié, le communisme se caractérise par sa plasticité, par sa capacité d'adaptation et d'innovation, par son aptitude à développer une stratégie peu marquée par la doctrine, et par sa résistance au Centre. Aujourd'hui, en Limousin et en Dordogne, ne subsistent que des vestiges épars du puissant mouvement social et politique construit dans l'entre-deux-guerres et qui atteindra son apogée dans les années quarante et cinquante.

La clientèle du parti communiste s'est évanouie. La petite paysannerie propriétaire, les artisans et les petits commerçants ruraux, base du mouvement, sont laminés par les bouleversements économiques qui touchent les campagnes. Le parti communiste s'avère impuissant à lutter contre le monde financier qui implique l'agriculture et il ne peut faire face au dépeuplement des campagnes. Promettant une démocratie égalitaire de petits propriétaires il aura

apporté un espoir idéologique et social. Mais son rôle historique aura surtout été d'accompagner un processus de déclin. Les militants communistes auront certes, par le biais du militantisme et du travail électoral, contribué à étendre les pratiques démocratiques et fait reculer le clientélisme dans les campagnes, mais ils auront également, par leur cécité volontaire envers l'Union soviétique et par leur aveuglement face au bilan de la collectivisation, forgé un mouvement agraire qui se réfugie dans une attitude millénaire et souvent antidémocratique. C'est là toute l'ambiguïté d'un mouvement qui, avec vigueur et fierté, défend un monde rural en déperdition tout en vénérant à distance un régime qui prône la mise au pas d'une paysannerie bien plus misérable que celle du centre de la France. Cet aspect du communisme rural reste encore à penser¹³.

13. Sur la manière dont est perçue l'URSS, notamment par les militants et les sympathisants communistes, voir R. Mazuy [2002] et S. Cœuré [1999]. Pour le regard d'un sympathisant corrézien, voir A. Paucard [1934].

Bibliographie

Belloin, G. — 1993, *Renaud Jean, le tribun des paysans*. Paris, Éditions de l'Atelier.
Boswell, L. — 1993, « The French Rural Communist Electorate », *Journal of Interdisciplinary History* 23 (4): 719-749. — 1998, *Rural Communism in France, 1920-1939*. Ithaca et Londres, Cornell University Press.
Button, P. — 1993, *Les lendemains qui déchantent. Le parti communiste français à la Libération*. Paris, Presses de la FNSP.

Cœuré, S. — 1999, *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique*. Paris, Le Seuil.
Courtois, S. — 1994, « De la contre-société à la contre-Église. La dimension religieuse du phénomène communiste français », in S. Courtois, M. Lazar et S. Trigano eds., *Rigueur et passion. Mélanges offerts en hommage à Annie Kriegel*. Paris, Éditions du Cerf.
Falter, J. — 1991, *Hitlers Wähler*. Munich, Beck.
Goguel, F. — 1981-1983, *Chroniques électorales. Les*

scrutins politiques en France de 1945 à nos jours. Paris, Presses de la FNSP. 3 vol.

Gratton, P. — 1972, « Le communisme rural en Corrèze », in P. Gratton ed., *Les paysans français contre l'agrarisme*. Paris, Maspero : 13-42.

Halévy, D. — 1978, *Visite aux paysans du Centre, 1907-1934*. Paris, Librairie générale française.

Jean, R. — 1922, *Entre paysans. Commentaire du programme agricole du parti communiste*. Paris, Librairie de L'Humanité.

Kousser, J.M. — 1973, « Ecological Regression and the Analysis of Past Politics », *Journal of Interdisciplinary History* 4 : 237-262. — 2001, « Ecological Inference from Goodman to King », *Historical Methods* 34 : 101-126.

Labrousse, E. — 1946a, « La montée du socialisme en France depuis un siècle », *La Revue socialiste* 1 : 18-

27. — 1946b, « Géographie du socialisme », *La Revue socialiste* 2 : 137-148.

Lazar, M. — 2002, *Le communisme : une passion française*. Paris, Perrin.

Le Coadic, R. — 1991, *Campagnes rouges de Bretagne*. Morlaix, Skol Vreizh.

Leleu, C. — 1971, *Géographie des élections françaises depuis 1936*. Paris, PUF.

Mazuy, R. — 2002, *Croire plutôt que voir ? Voyages en Russie soviétique, 1919-1939*. Paris, Odile Jacob.

Paucard, A. — 1934, *Un mois en Russie par un paysan de la Corrèze*. Saint-Salvadour, Paucard.

Pérouas, L. — 1985, *Refus d'une religion, religion d'un refus en Limousin rural, 1880-1940*. Paris, EHESS.

Vigreux, J. — 1998, « Le parti communiste français à la campagne, 1920-1964. Bilan historiographique et perspectives de recherche », *Ruralia* 3 : 55-57.

Résumé

Laird Boswell, *La petite propriété fait le communisme (Limousin, Dordogne)*

À partir des cas singuliers du Limousin et de la Dordogne cet article réexamine le lien entre communisme et milieu rural dans l'entre-deux-guerres. Loin d'être le produit d'une tradition de gauche ou un phénomène importé du monde urbain, le communisme rural est un mouvement neuf, relativement autonome, dont la base sociale se compose de petits paysans, d'artisans et de petits commerçants. Un programme agricole savamment dosé, fondé sur la défense de la petite propriété, et des réseaux de sociabilité et de culture villageoise sont au cœur du dispositif communiste.

Abstract

Laird Boswell, *Small Holders Backed Communism (Limousin, Dordogne)*

The special cases of Limousin and Dordogne departments serve to reexamine the relation between Communism and rural areas during the period between the two World wars in France. Far from being the result of a left-wing tradition or a phenomenon imported from urban areas, rural Communism was a new, relatively autonomous movement with its social base among small farmers, craftsmen and small merchants. The Communists devised a farming program intelligently designed around defending small holders; their actions were grounded in networks of sociability and the village culture.